

## Fiche de signalement : les instituts de recherche ne s'appuient pas sur le commerce extérieur mais sur des fournisseurs russes

### Résumé exécutif

Au vu des actions récentes des Départements d'État, du Commerce et de la Trésorerie des États-Unis, Sayari a mené une enquête sur les relations transactionnelles des instituts de recherche publics et des entités privées désignés pour leur rôle dans le développement ou la fabrication d'armes chimiques et/ou biologiques. Les données commerciales disponibles ne témoignant d'aucune activité de commerce international direct avec ces instituts de recherche, tout semble indiquer qu'ils s'approvisionnent en équipements et matériaux à l'étranger via des tiers russes, ce qui crée un risque accru d'engagement commercial ou financier fortuit avec ces programmes d'armement.

Cette fiche de signalement sert à informer les partenaires étrangers des principales différences typologiques entre les entités publiques et privées et de leur impact éventuel sur les stratégies d'atténuation des risques de prolifération des armes chimiques et biologiques (CBW).

### Les récentes réglementations américaines ciblent les instituts de recherche scientifique russes

Le 2 mars 2021, le secrétaire d'État américain a déterminé que le gouvernement russe avait utilisé une arme chimique en violation de la Convention sur les armes chimiques. En réponse, l'administration américaine a étendu les sanctions et les restrictions à l'exportation appliquées aux instituts scientifiques russes :

- Le Département d'État américain [a ajouté six instituts de recherche russes](#) à la liste CAATSA Section 231 des personnes spécifiées soutenant les secteurs de la défense ou du renseignement russes.

# SAYARI

- Le Département d'État américain [a également désigné trois instituts de recherche ainsi que le FSB, le GRU et deux agents du GRU](#) en vertu du décret présidentiel (E.O.). 13382.
- Le Département de la Trésorerie américain [a désigné le directeur du FSB](#) en vertu du décret présidentiel (E.O.). 13382.
- Le Bureau de l'Industrie et de la Sécurité du Département du Commerce des États-Unis [a ajouté 14 entités en Russie, Allemagne et Suisse](#) à la liste des entités interdites.

## Différences transactionnelles entre les instituts et les entités privées

Au cours de notre enquête sur les 19 entités interdites, Sayari a porté une attention particulière à leurs relations transactionnelles avec des tiers. Dans le cadre de cette analyse, nous avons observé différents types de transactions entre les instituts de recherche publics et les entités privées également inscrites sur la liste des entités interdites. Ces différences ont eu un impact significatif sur les données disponibles et les méthodes utilisées pour arriver à nos conclusions, et doivent être prises en compte lors de l'évaluation des entités publiques et/ou privées exposées au risque de prolifération des armes chimiques et biologiques (CBW).

Les entités privées se sont engagées dans un commerce international notoire, tandis que les instituts de recherche publics étaient absents des données d'importation ou d'exportation russes disponibles dans le commerce, et semblaient s'appuyer exclusivement sur des fournisseurs russes. Ces transactions ont ensuite été enregistrées dans le Système d'information unifié pour les marchés publics (Единая информационная система в сфере закупок), la base de données russe dédiée.

Cette différence de typologie entre les instituts privés et publics impacte significativement le processus de recherche portant sur l'identification des contreparties transactionnelles. Les données commerciales disponibles révèlent rapidement les contreparties internationales des entités privées désignées. Cependant, retracer les chaînes d'approvisionnement des instituts de recherche est plus complexe. Leur dépendance vis-à-vis des partenaires commerciaux russes soulève la nécessité d'effectuer une enquête plus approfondie sur ces réseaux d'approvisionnement et leurs relations d'entreprise et/ou commerciales à l'étranger afin de mitiger efficacement l'exposition au risque de prolifération des armes chimiques et biologiques (CBW).